DEPARTEMENT DES PYRENEES – ORIENTALES

COMMUNE DE COLLIOURE

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 8 DECEMBRE 2020 à 18 H 30

COMPTE – RENDU DES DELIBERATIONS

L’an deux mille vingt, le huit décembre à dix huit heures trente, le conseil municipal de la commune de COLLIOURE, régulièrement convoqué, s’est réuni en session ordinaire à la salle du conseil municipal sise au CENTRE CULTUREL, sous la présidence de Monsieur Guy LLOBET, Maire.

DATE DE CONVOCATION : 2 décembre 2020.

Nombre de conseillers en exercice : 19
Nombre de membres présents : 19
Ayant pris part aux délibérations : 19

PRESENTS : M. Didier BERTAUD, Mme Claire BIRON, M. Joël BOUSCARRA, Mme Fabienne CASSAGNERES, Mme Laure CASSAGNERES, M. Jérôme DAIDER, M. Rémy DESCLAUX, Mme Michèle DUCLA, M. Serge FAJAL, M. Jean – Pierre GILLERY, Mme Annie LAMARQUE – GARIDOU, M. Guy LLOBET, Mme Christine POUS – LAIR, Mme Dominique PROUILLE, Mme Françoise PY – SOUGNE, M. Etienne SESMAT, Mme Elodie LAPICZAK, M. Charles PARVAIS, M. Luc VITOU.

ABSENT EXCUSE :

SECRETAIRE DE SEANCE : Madame PY - SOUGNE a été désignée en qualité de secrétaire (art. L. 2121-15 du CGCT).

Le procès – verbal de la séance du 1^{er} octobre est adopté à l’unanimité.

L’ordre du jour de la séance est adopté :

Préambule : Compte – rendu des décisions municipales prises par le Maire en vertu des dispositions de l’article L.2122 - 22 du CGCT.

2020 – 098 – Communication du rapport annuel portant sur la qualité des services (RPQS) eau, assainissement et élimination des déchets pour 2019 de la CC – ACVI.

2020 – 099 – Demande de versement du fonds de concours des années 2017 et 2018 à la Communauté de Communes.

2020 – 100 – Décision Modificative n°1 au Budget Général de la Commune pour 2020.

2020 – 101 – Renouvellement de la convention portant transfert de gestion d'une dépendance du Domaine Public Maritime.

2020 – 102 – Renouvellement de la convention avec l'Agence Nationale de Traitement automatisé des infractions (ANTAI).

2020 – 103 – SAGE TECH ALBERES - Désignation délégué suppléant à la Commission Local de l'Eau (CLE)

2020 – 104 – Désignation d'un membre titulaire et d'un suppléant à l'Association des Communes Maritimes d'Occitanie-Pyrénées Méditerranée-Roussillon.

2020 – 105 – Equipement d'un hameau de la Commune d'un défibrillateur – Convention avec le Conseil départemental.

2020 – 106 – Modification des taux de remboursement des frais de déplacements et de missions du personnel de la Commune.

2020 – 107 – Attribution d'une prime exceptionnelle à certains agents soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité de Service Publics dans le cadre de l'Etat d'Urgence sanitaire déclaré pour faire face a l'épidémie de COVID 19.

2020 – 108 – Modification du tableau des emplois communaux.

2020 – 109 – Autorisation de signature d'une convention de partenariat avec l'IFE Côte Vermeille portant « Action d'insertions économiques – Chantier d'insertion.

Préambule : Compte – rendu des décisions municipales prises par le Maire en vertu des dispositions de l'article L.2122 - 22 du CGCT :

- DECISION N° 2020 – 26 du 29 septembre 2020 portant souscription d'un marché d'étude avec le Cabinet LERM SETEC pour la restauration de l'Eglise ND des Anges.
- DECISION N° 2020 – 27 du 29 septembre 2020 portant souscription d'un marché d'étude architecturale de l'Eglise ND des Anges avec le Cabinet OLIVIER WEETS ARCHITECTE SARL.
- DECISION N° 2020 – 28 du 29 septembre 2020 portant souscription d'un marché d'étude architecturale de l'Eglise ND des Anges avec le Cabinet Fabrice BOULAY.
- DECISION N° 2020 – 29 du 30 septembre 2020 portant souscription d'un marché d'étude avec le Cabinet EGIS BATIMENTS SUD OUEST pour l'Eglise ND des Anges.
- DECISION N° 2020 – 30 du 5 octobre 2020 portant souscription d'un marché d'étude avec l'Atelier ACCRA pour l'Eglise ND des Anges.

- DECISION N°2020 – 31 du 29 octobre 2020 portant modification de la tarification forfaitaire du stationnement des autocars
- DECISION MUNICIPALE N°2020-32 du 4 novembre 2020 portant cession et enlèvement des vieux fauteuils du Cinéma « l’Ambiance ».
- DECISION MUNICIPALE N°2020-33 du 4 novembre 2020 portant cession d’une balayeuse Mathieu RAVO 540.
- DECISION MUNICIPALE N° 2020 – 34 du 4 novembre 2020 portant acceptation d’un don de denrées alimentaires de la part des Etablissements SOBRAQUES DISTRIBUTION SAS.
- DECISION MUNICIPALE N° 2020 – 35 du 9 novembre 2020 portant signature d’une convention de location temporaire des locaux de l’ancienne Mairie à la société de production FELICITA FILM.
- DECISION MUNICIPALE N° 2020 – 36 du 1er décembre 2020 portant contrat de location des illuminations de Noël 2020-2022.

2020 – 098 – Communication du rapport annuel portant sur la qualité des services (RPQS) eau, assainissement et élimination des déchets pour 2019 de la CC – ACVI.

Monsieur le Maire expose à l’assemblée que conformément aux articles L.2224-5 et D.2224-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire doit présenter à son assemblée délibérante un RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DES SERVICES PUBLICS DE L’EAU POTABLE, DE L’ASSAINISSEMENT ET DE ELIMINATION DES DECHETS.

Ces rapports ont un double objectif :

- L’information des usagers
- La transparence dans la gestion des services publics

Pour les communes ayant transféré leurs compétences en matière d’eau et d’assainissement et d’élimination des déchets à un établissement public de coopération intercommunale, le Maire doit présenter ce rapport en Conseil Municipal au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l’exercice concerné, en l’occurrence avant le 31 décembre 2020 pour l’exercice 2019.

Monsieur le Maire rappelle que la Commune de Collioure a transféré ses compétences en ces matières à Communauté de Communes des Albères, de la Côte Vermeille et de l’Illibéris, établissement public de coopération intercommunale, dont le siège est à ARGELES – SUR - MER.

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal qu'ils ont été invités, par l'information reçue dans la note explicative de synthèse jointe à l'appui de la convocation pour la présente séance, à pouvoir consulter le rapport annuel dont une copie a leur a été transmise à l'appui de la convocation à la présente séance.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil Municipal de prendre connaissance des divers documents élaborés par les services communautaires, comportant l'ensemble des indicateurs techniques et financiers pour 2019 conformes à l'article L.2224-5 du CGCT et précise que :

– Ces rapports annuels et la délibération qui sera prise seront déposés en Mairie pour être mis à la disposition du public dans les quinze jours de la date « exécutoire » de l'acte,

– Cette mise à disposition fera l'objet d'un affichage aux lieux habituels pendant au moins un mois

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, **PREND ACTE** des rapports annuels sur la qualité et les prix des services publics de l'eau potable, de l'assainissement et de l'élimination des déchets afférents à l'exercice 2019, élaborés par la Communauté de Communes des Albères, de la Côte Vermeille et de l'Illibéris tels que ceux – ci sont annexés à la présente.

2020 – 099 – Demande de versement du fonds de concours des années 2017 et 2018 à la Communauté de Communes.

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que la Communauté de Commune des Albères, de la Côte Vermeille et de l'Illiberis (CC ACVI) a décidé depuis plusieurs années d'attribuer des fonds de concours à chacune des communes membres.

Monsieur le Maire précise que ces fonds de concours permettent d'épauler les communes et contribuent à l'amélioration du cadre de vie que ce soit en matière d'équipements sportifs, culturels, de voirie ou de cœur de ville.

Monsieur le Maire ajoute que la pratique des fonds de concours prévue à l'article L. 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par l'article 186 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et constitue une dérogation au principe de spécialité et que ces fonds de concours peuvent être versés par une Communauté de Communes à une ou plusieurs de leurs communes membres, ou inversement.

Monsieur le Maire précise enfin que le versement de fonds de concours est autorisé si trois conditions sont réunies :

- Le fonds de concours doit nécessairement avoir pour objet de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement :

- Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours,
- Le fonds de concours doit avoir donné lieu à des délibérations concordantes, adoptées à la majorité simple, du Conseil communautaire et du ou des Conseils municipaux concernés.

Monsieur le Maire indique que la commune membre doit présenter chaque année un projet, accompagné d'une note explicative, d'un plan de financement prévisionnel et d'un échéancier répondant à la réglementation en vigueur, que le montant des fonds de concours alloués par la CCACVI à ses communes membres est calculé en tenant compte des populations INSEE et DGF et du montant des attributions de compensations négatives et que pour COLLIOURE, il a été arrêté l'attribution d'une somme de 83 254 € au titre de ce fonds.

Monsieur le Maire expose que pour les exercices 2017 et 2018, les sommes correspondant aux fonds de concours réservés à la Commune ont été consignées par la Communauté de Communes en raison de la construction sur le territoire de la Commune de la nouvelle médiathèque intercommunale dans l'attente du versement intégral des subventions accordées sur ce projet.

Monsieur le Maire précise que ces fonds, soit la somme globale de 166 508 €, peuvent être aujourd'hui débloqués et propose d'en solliciter le versement à la Communauté de Communes dans le cadre des opérations d'investissement suivantes :

EXERCICE 2017 :

A01/2017- Travaux au Groupe Scolaire (OP 204 - OP 221)

Montant HT des dépenses :	21 440,68 €
- Fonds de concours CDC :	10 700,00 €
Autofinancement communal :	10 740,68 €

A02/2017- Aménagements du Font de mer – Plage Saint Vincent (OP 227)

Montant HT des dépenses :	74 112,72 €
- Fonds de concours CDC :	37 000,00 €
Autofinancement communal :	37 112,72 €

A03/2017 - Travaux pour les parkings à horodateurs (OP 228)

Montant HT de la dépense :	82 549,20 €
Etat -Préfecture DETR 2016 :	23 200,00 €
- Fonds de concours CDC :	29 650,00 €
Autofinancement communal :	29 699,20 €

A04/2017- Cimetière Construction Tranche 5

Montant HT de la dépense : 42 121,48 €
- Fonds de concours CDC : 5 904,00 €
Autofinancement communal : 36 217,48 €

EXERCICE 2018 :

A/2018 – Travaux Front de Mer – Mur de soutènement I (OP 1807)

Montant HT de la dépense : 71 529,29 €
Etat -Préfecture DETR 2018 : 28 609,00 €
- Fonds de concours CDC : 21 454,00 €
Autofinancement communal : 21 460,29 €

B/2018– Voirie Route stratégique (OP 1907)

Montant HT de la dépense : 2 561,50 €
- Fonds de concours CDC : 962,00 €
Autofinancement communal : 1 599,50 €

C/2018– Voirie Installation vidéo surveillance (OP 1830)

Montant HT de la dépense : 40 550,00 €
- Fonds de concours CDC : 20 250,00 €
Autofinancement communal : 20 300,00 €

D/2018– Bâtiments (OP 1832-1814-1809)

Montant HT de la dépense : 48 957,84 €
- Fonds de concours CDC : 22 600,00 €
Autofinancement communal : 26 347,84 €

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, **DECIDE** :

1 – **DE SOLLICITER** le versement du fonds de concours des années 2017 et 2018 soit la somme totale de 166 508 €

2 – **DE PRESENTER** les dépenses d'investissement éligibles de la Commune dans les conditions ci – dessus indiquées.

2020 – 100 – Décision Modificative n°1 au Budget Général de la Commune pour 2020.

Monsieur GILLERY, rapporteur, expose à l'assemblée que la vérification du budget de la commune au 30 novembre 2020 fait ressortir la nécessité :

- 1- de procéder à l'ouverture de crédits en dépense, sur la section d'investissement du budget principal de la commune ;

2- d'une actualisation de certaines lignes budgétaires de recette sur la section d'investissement par la voie d'une décision modificative.

Monsieur GILLERY indique que dans cette perspective il serait nécessaire d'adopter la décision modificative N°1 suivante qui modifiera la masse budgétaire globale comme suit :

LA MASSE BUDGETAIRE INITIALE EST LA SUIVANTE : (Dépenses et recettes des deux sections du budget primitif adopté le 30 Juillet 2020.

SECTION DE FONCTIONNEMENT :

Dépenses : 6.870.986,00 €

Recettes : 6.870.986,00 €

SECTION D'INVESTISSEMENT :

Dépenses : 2.964.320,50 €

Recettes : 2.964.320,50 €

TOTAL :

Dépenses : 9.835.306,50 €

Réel : 8.241.962,75 €

Ordre : 698.212,50 €

Recettes : 9.835.306,50 €

Réel : 8.241.962,75 €

Ordre : 698.212,50 €

Section d'investissement				
DEPENSES OPERATIONS	Comptes	CREDITS OUVERTS	DM	NOUVEAUX CREDITS
Chap 020- Dépenses imprévues	020	0,00	+ 132 722,00	132 722,00
Chap 204 - Trx pour compte de tiers	2041582	4787,28	+ 750,00	5 537,28
OP 2012 – Eclairage Public	2152	5 350,00	+ 23 300,00	28 650,00
OP 2020 – Trx aire de jeux Maternelle	21312	15 600,00	+3 850,00	19 450,00
OP 2025 – Acquisition Duster	2182	0,00	+ 19 700,00	19 700,00
OP 2026 – Trx création emplact stationnement Faubourg	2151	0,00	+ 7 100,00	7 100,00
OP 2027 – Réhabilitation Eglise Tranche 1	2031	0,00	+ 64 300,00	64 300,00
	2135	0,00	+ 11 940,00	11 940,00
	TOTAL	25 737,28	+ 263 662,00	289 399,28
Recettes	Comptes	CREDITS OUVERTS	DM	NOUVEAUX CREDITS
Chap 13 – Fonds de concours 2017-2018-2020	1348	83 254,00	249 762,00	333 016,00
Chap 10- Taxes aménagement	10223	50 000,00	13 900,00	63 900,00
	TOTAL	133 254,00	+ 263 662,00	396 916,00

La nouvelle masse budgétaire deviendrait :

SECTION DE FONCTIONNEMENT :

Dépenses : 6.870.986,00 €

Recettes : 6.870.986,00 €

SECTION D'INVESTISSEMENT :

Dépenses : 2 998 807,00 €

Recettes : 2 998 807,00 €

TOTAL :

Dépenses : 9 869 793,00 €

Recettes : 9 869 793,00 €

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par DIX HUIT (18) VOIX pour et une (1) abstention (Mme LAPICZAK), **ADOpte** la décision modificative n° 1 au budget général de la Commune pour 2020 dans les conditions ci – dessus exposées.

2020 – 101 – Renouvellement de la convention portant transfert de gestion d'une dépendance du Domaine Public Maritime.

Monsieur DAIDER, rapporteur, expose à l'assemblée que qu'une convention portant transfert de gestion des dépendances du Domaine Public Maritime au profit de la Commune a été établie en 2017 et que celle – ci a été approuvée par arrêté de Monsieur le Préfet des Pyrénées – Orientales en date du 5 juillet 2017.

Monsieur DAIDER précise que ce transfert de gestion porte sur les dépendances du domaine public maritime suivantes :

1. L'espace public du BORAMAR composé d'un terre-plein d'une superficie de 2342 m2
2. Le débouché du DOUY, au droit du Port d'une superficie de 259 m2
3. Le quai et le marche – pieds autour du Château Royal, d'une superficie de 3424 m2
4. Le débouché du COMA CHERIC d'une superficie de 160 m2
5. L'espace public du Quai PAMS d'une superficie de 1240 m2
6. L'aménagement du sentier de la plage de la BALETTE d'une superficie de 222 mètres carrés

Monsieur DAIDER précise que cette convention est prévue pour une durée de trois ans et pour une redevance annuelle de 2910 € par an.

Monsieur DAIDER indique que cette convention sera donc caduque le 31 décembre prochain, que, l'expérience étant positive, il convenait de solliciter de l'Etat le renouvellement de ce transfert de gestion pour une nouvelle période à déterminer et que pour ce faire un dossier a donc été constitué à cet effet et une convention est en cours de rédaction par la DDTM en lien avec la DDFIP.

Monsieur DAIDER précise toutefois qu'un transfert de gestion donne désormais lieu au paiement d'une indemnité versée par le bénéficiaire, pour tenir compte de la privation de revenus qui peuvent en résulter pour la personne dessaisie, en l'occurrence l'Etat.

Monsieur DAIDER ajoute que le mode de calcul de la DGFIP ayant évolué depuis 2018, les montants dus ne sont plus calculés par rapport aux surfaces occupées mais que celui – ci prend en compte 30% des montants perçus par le bénéficiaire sur le territoire dont la gestion est déléguée ce qui porterait le montant de l'indemnité à la somme maximum de 22 800 € par an sur la période retenue.

Monsieur DAIDER propose donc de valider une convention portant sur une nouvelle période portée à cinq années.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

1 – **APPROUVE** ce renouvellement du transfert de gestion pour une nouvelle période de cinq ans.

2 – **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le texte de la nouvelle convention dont le texte demeurera annexé à la présente.

2020 – 102 – Renouvellement de la convention avec l'Agence Nationale de Traitement automatisé des infractions (ANTAI).

Monsieur SESMAT, rapporteur, expose à l'assemblée que la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 a modifiée les conditions de mise en place d'une politique de stationnement payant, cette réforme dite de « dépenalisation » du stationnement payant doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Monsieur SESMAT précise que la commune ayant décidé de maintenir le principe du stationnement payant a mis en place par délibération n° 095 - 2017 du 27 septembre 2017, un forfait post-stationnement (FPS) dont le montant a été fixé en fonction des zones de stationnement concernées.

Monsieur SESMAT ajoute que dans un but de meilleure gestion, il a été passé une convention avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) pour la mise en œuvre opérationnelle du FPS. Cette nouvelle prestation de l'ANTAI s'inscrit dans la continuité de celle proposée dans le cadre du Procès Verbal Electronique (PVE).

Monsieur SESMAT indique que cette convention a pour objet de :

- Définir les conditions et modalités selon lesquelles l'ANTAI s'engage au nom et pour le compte de la commune à notifier par voie postale ou dématérialisée l'avis de paiement du FPS initial ou rectificatif au domicile du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule concerné ou au domicile du locataire ou de l'acquéreur du véhicule,
- De régir l'accès au système informatique du service PFS de l'ANTAI et d'en définir les modalités et les conditions d'utilisation,
- De définir les conditions et modalités selon lesquelles l'ANTAI s'engage à traiter au nom et pour le compte de la commune les FPS impayés,
- Préciser le montant des prestations réalisées par l'ANTAI, les conditions générales d'utilisation de l'accès au service FPS-ANTAI, les règles de confidentialité et les conditions d'utilisation des données personnelles ainsi que les modèles de documents envisagés par l'ANTAI.

Monsieur SESMAT indique que ladite convention courant une durée de 3 ans qui se termine 31 décembre 2020, une nouvelle convention a donc été établie pour une nouvelle période de trois ans.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

1 – APPROUVE le partenariat avec l'ANTAI dans le cadre de la gestion du FPS ;

2 – AUTORISE Monsieur le Maire la convention dont le texte demeurera annexé à la présente ainsi que l'ensemble des documents à intervenir y afférents.

2020 – 103 – SAGE TECH ALBERES - Désignation délégué suppléant à la Commission Local de l'Eau (CLE)

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que l'Etat et ses partenaires se sont engagés dans la mise en place d'un Schéma d'Aménagement de Gestion de l'Eau (SAGE) sur le bassin versant du Tech Albères. Une instance de concertation et de suivi de cette démarche a été mise en place : la Commission Locale de l'Eau (CLE).

Monsieur le Maire précise que cette commission est constituée de 3 groupes de membres :

- Le collège des Collectivités Locales et des Etablissements Publics ;
- Le collège des Usagers ;
- Le collège des services de l'Etat.

Monsieur le Maire ajoute que suite aux élections municipales, la Préfecture doit procéder à son renouvellement aux termes de l'article L. 212-4 du Code de l'Environnement et que la DDTM est chargée de proposer à la Préfecture la liste des membres de la Commission Locale de l'Eau.

Monsieur le Maire indique que dans ce cadre, conformément à l'arrêté de constitution de la CLE du 10 novembre 2015, il revient au Conseil Municipal de proposer le nom d'un délégué suppléant qui représentera la commune au sein du collège des Collectivités Locales et Etablissements Publics, « Collège I », précision étant donnée que le Maire siège d'office en CLE en qualité de Délégué Titulaire.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

1 – **DECIDE** de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations conformément aux dispositions de l'article L. 2121-21 du CGCT ;

2 – **DESIGNE** Monsieur Serge FAJAL en qualité de délégué suppléant à la CLE.

2020 – 104 – Désignation d'un membre titulaire et d'un suppléant à l'Association des Communes Maritimes d'Occitanie-Pyrénées Méditerranée-Roussillon.

Monsieur DAIDER, rapporteur, expose à l'assemblée que jusqu'en mars 2020, la Commune était membre de l'association des Communes maritimes d'Occitanie – Pyrénées Méditerranée Roussillon.

Monsieur DAIDER ajoute que cette association qui comprend 29 des 30 villes ayant une façade maritime en Région voit son objet se décliner ainsi :

1. Etablir des liens de solidarité et un contact entre les communes maritimes d'Occitanie, en dehors de toute considération politiques. Evoquer les problèmes communs rencontrés par les communes littorales et rechercher de solutions par échange d'expériences.

2. Etre l'interlocuteur privilégié et une force de proposition auprès des pouvoirs publics
3. Représenter les Communes adhérentes dans les instances concernées par l'objet de l'association.

Monsieur DAIDER propose de confirmer l'adhésion de la Commune à cette association et de désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

1 – **CONFIRME** l'adhésion de la Commune à la l'association des Communes maritimes d'Occitanie Pyrénées – méditerranée.

2 – **DECIDE** de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations conformément aux dispositions de l'article L. 2121-21 du CGCT ;

3 – **DESIGNE** Monsieur Jérôme DAIDER et Monsieur Serge FAJAL, respectivement, en qualité de délégué titulaire et suppléant auprès de cette association.

2020 – 105 – Equipement d'un hameau de la Commune d'un défibrillateur – Convention avec le Conseil départemental.

La Commune a sollicité au Conseil départemental la mise à disposition d'un deuxième défibrillateur pour équiper le hameau du Val de Pinte.

Le Conseil Départemental en a accepté le principe.

Afin de concrétiser cette action, il est nécessaire de procéder à la signature d'un avenant n° 1 à la convention du 13 juillet 2018 relative à la mise à disposition gratuite par le Conseil Départemental à la Commune d'un défibrillateur externe semi-automatique et d'un coffret de protection dont il donne lecture.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer cet avenant n°1 dont le texte demeurera annexé à la présente.

2020 – 106 – Modification des taux de remboursement des frais de déplacements et de missions de personnels de la Commune.

Monsieur GILLERY, rapporteur, expose à l'assemblée que par délibération n° 2018 – 084 du 17 octobre 2018, le Conseil Municipal a fixé les conditions de remboursement aux agents des frais de déplacements et des frais de missions.

Monsieur GILLERY indique que Deux décrets successifs sont venus modifier les conditions de remboursements de ces frais fixées par délibération du Conseil Municipal :

- Le Décret n° 2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat
- Le Décret n° 2020-689 du 4 juin 2020 modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics

Monsieur GILLERY propose donc de modifier la délibération du 17 octobre 2018 susvisée afin d'actualiser les taux de remboursement.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

1 – **DECIDE**, pour les déplacements pour les besoins de service, d'une indemnisation sur la base d'indemnités kilométriques, dont les taux sont définis par arrêté ministériel dans les conditions fixées au paragraphe A dans les conditions suivantes :

- Pour utilisation d'une automobile

Puissance fiscale du véhicule	Jusqu'à 2 000 Km	De 2 001 à 10 000 Km	Après 10 000 Km
Véhicule de 5 CV et moins	0.29 €	0.36 €	0.21 €
Véhicule de 6 CV et 7 CV	0.37 €	0.46 €	0.27 €
Véhicule de 8 CV et plus	0.41 €	0.50 €	0.29 €

- Pour utilisation d'un autre véhicule à moteur :
 - Motocyclette (cylindrée supérieur à 125 cm3) : 0.14 €
 - Vélomoteur et autres véhicule à moteur : 0.11 €

L'indemnité kilométrique ne peut être inférieure à 10 € lors de l'utilisation d'un vélomoteur ou d'une motocyclette de cylindrée supérieur à 125 cm3.

2 – **ARRETE** les taux de remboursement des frais de repas et d'hébergement dans les conditions suivantes :

	France métropolitaine		
	Taux de base	Grande ville * et communes de la métropole du Grand Paris	Commune de Paris
Hébergement	70 €	90 €	110 €
Déjeuner	17.50 €	17.50 €	17.50 €
Dîner	17.50 €	17.50 €	17.50 €

*Sont considérées comme grandes villes les communes dont la population est égale ou supérieur à 200 000 habitants.

Le taux est fixé à 120 €, quel que soit le lieu de mission, pour les agents reconnus travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite.

2020 – 107 – Attribution d’une prime exceptionnelle a certains agents soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité de Service Publics dans le cadre de l’Etat d’Urgence sanitaire déclaré pour faire face a l’épidémie de COVID 19.

Le Conseil Municipal,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment l’article 88,

Vu la déclaration de l’Organisation Mondiale de la Santé (OMS), en date du 30 janvier 2020, relative à l’émergence du COVID-19,

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d’urgence pour faire face à l’épidémie de COVID-19,

Vu la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finance rectificative pour 2020, notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d’une prime exceptionnelles à certains agents civils et militaires de la fonction publiques de l’Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l’état d’urgence sanitaire déclaré pour faire face à l’épidémie de COVID-19

Considérant qu’en raison des sujétions exceptionnelles auxquelles ils ont été soumis pour assurer la continuité du fonctionnement des services pendant l’état d’urgence sanitaire déclaré du fait de l’épidémie de COVID-19, certains personnels ont dû faire face à un surcroît de travail significatif en présentiel,

Considérant que l’article 8 du décret n°2020-570 du 14 mai 2020 donne la possibilité à l’organe délibérant d’une collectivité territoriale ou d’un établissement public local d’instaurer une prime exceptionnelle à ces personnels et d’en fixer les modalités d’attribution dans la limite du plafond réglementaire,

Considérant que dans la collectivité tous les personnels, en raison de leurs fonction et pour assurer la continuité du fonctionnement des services ont dû faire face à un surcroît de travail significatif en présentiel,

Afin de valoriser un surcroît de travail significatif des agents particulièrement mobilisés en présentiel pour assurer la continuité des services dans le contexte de lutte contre l’épidémie de COVID-19,

1 – DECIDE D’INSTITUER la prime exceptionnelle à tous les agents fonctionnaires titulaires et stagiaires contractuels de droit public de la Collectivité.

2 – DIT que cette prime exceptionnelle est instaurée au regard des sujétions suivantes : Présence sur le terrain ou à la Mairie pendant la période du 1^{er} confinement.

3 – DIT que le montant maximum attribué est fixé à 25€ par jour de présence pendant l’urgence sanitaire de mars à mai 2020.

4 – DIT que cette prime exceptionnelle versée aux agents à temps non complet et aux agents à temps partiel sera calculée au prorata de leur temps de travail hebdomadaire.

5 – DIT qu’elle sera versée en une seule fois en décembre 2020.

6 – PRECISE que le Maire, autorité territoriale, sera chargée de fixer, par arrêté, le montant individuel attribué à chaque agent en fonction des critères susvisés. Elle détermine également les modalités de versement.

2020 – 108 – Modification du tableau des emplois communaux.

Monsieur SESMAT, rapporteur, expose à l’assemblée que conformément à l’article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement public sont créés par l’organe délibérant.

Monsieur SESMAT indique qu’il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l’effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaire au fonctionnement des services et que la tenue à jour du tableau des effectifs obéit à la nécessité d’un pilotage actif et réaliste des emplois ainsi qu’à une double logique, réglementaire et prévisionnelle.

Monsieur SESMAT propose que, dans le cadre des changements de grade par voie de promotion interne pour l’année 2021, soit créé l’emploi suivant :

- 1 emploi permanent de Chef de service de police municipale à temps complet

Et que soit supprimé l’emploi suivant :

- 1 emploi permanent de Chef de service de police municipale principal de 1^{ère} classe à temps complet

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l’unanimité :

1° DECIDE :

- **de créer :**
 - 1 emploi permanent de Chef de service de police municipale à temps complet

- **de supprimer :**

- 1 emploi permanent de Chef de service de police municipale principal de 1^{ère} classe à temps complet

2° PRECISE que le montant des crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales de cet emploi sera inscrit sur le budget de l'exercice 2021 et des suivants, au chapitre 012.

3° DIT que le tableau des effectifs est modifié en conséquence tel qu'en annexe de la présente

2020 – 109 – Autorisation de signature d'une convention de partenariat avec l'IFE Côte Vermeille portant « Action d'insertions économiques – Chantier d'insertion.

Monsieur FAJAL, rapporteur, expose à l'assemblée que le partenariat entre la commune et l'IFE COTE-VERMEILLE, dont l'objectif était la qualification et la certification des personnes concernées, a donné entière satisfaction, eu égard à son intervention sur une partie des espaces verts de la commune préalablement identifiés.

Monsieur FAJAL propose donc que cette collaboration soit poursuivie et indique que pour se faire une nouvelle convention a été élaborée définissant les modalités d'organisation et de financement des actions relatives à l'entretien et l'aménagement des sites répertoriés soit en espaces verts soit en embellissement.

Monsieur FAJAL ajoute que ladite convention couvre également la définition des responsabilités de l'encadrant du Chantier d'Insertion sur le Service des Espaces Verts de la Commune et qu'aux termes de ce texte, la Commune s'engagerait à apporter son concours financier à concurrence de 110 000 euros (cent dix mille euros) en échange de la réalisation de l'ensemble des travaux prédéfinis.

Monsieur FAJAL précise que les services du Conseil Départemental et de la Direction Départementale du travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Pôle Emploi et la Mission Insertion du Conseil Départemental pourront suivre la dévolution de cette action.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

1 - **APPROUVE** la convention de partenariat telle que jointe à la présente, entre la Commune et l'Association « IFE COTE-VERMEILLE » pour l'année 2021,

4 - **AUTORISE** Monsieur le Maire à en signer le texte qui demeurera annexé à la présente ainsi que toute autre pièce utile à ce dossier.